Une enquête révèle l'évolution de la question genre au Burundi

PANA, 13/11/2008Â Bujumbura, Burundi - La sociÃ©tÃ© burundaise serait aujourdâ€™hui ouverte Ã une plus grande participat de la femme dans les sphÃ¨res de prise de dÃ©cision, Ã en croire une rÃ©cente enquÃªte de lâ€™Observatoire de lâ€™action gouvernementale (OAG, indÃ©pendant) sur la politique nationale de lâ€™Ã©galitÃ© des genres entreprise depuis 2003.Dans la sociÃ©tÃ© traditionnelle burundaise, la femme occupait une place de seconde zone, spÃ©cialement en ce qui concerne la vie publique puisquâ€™elle ne pouvait mÃªme pas sâ€™exprimer en public, rappelle lâ€™enquÃªte.
De maniÃ¨re gÃ©nÃ©rale, la population apprÃ©cie "positivement" que les femmes soient aujourdâ€™hui promues Ã des postes responsabilitÃ©, "car elles ont les mÃªmes droits que les hommes", poursuit lâ€™enquÃªte, en soulignant, par consÃ©quent, un "avancÃ©e significative" des moeurs locales.A ce propos, plus de 90,1% des personnes enquÃªtÃ©es ont proposÃ© une rÃ©vision Ã la hausse du quota minimum des 30% revenant normalement de droit Ã la femme dans tous les postes de dÃ©cision Ã©lectifs ou nominatifs, tel que stipule depuis peu la loi fondamentale du pays.Dâ€™un autre cÃ´tÃ©, 69,8% des personnes interrogÃ©es ont estimÃ© quâ€™il y avait un changement positif dans la gouvernance, dÃ» notamment Ã la prÃ©se des femmes aux postes de dÃ©cision.Les personnes enquÃªtÃ©es ont reconnu aux femmes leaders des "qualitÃ©s dâ€™Ã©co attentive, de sensibilitÃ© aux problÃ¨mes sociaux, dâ€™efforts de bonne gestion, dâ€™Ã©quitÃ© et dâ€™impartialitÃ©".De plu rÃ©vÃ¨le que la prÃ©sence des femmes aux postes de dÃ©cision a un impact "sociopolitique et psychologique" sur la population et provoque un "changement progressif des mentalitÃ©s sur le rÃ´le de la femme dans la sociÃ©tÃ©".En principe, "les hommes et les femmes ont les mÃªmes aptitudes pour diriger, le tout Ã©tant de nommer lâ€™homme ou la femme quâ€™il Ã la place quâ€™il faut", rÃ©sume lâ€™enquÃªte dâ€™opinion.Concernant lâ€™Ã©tat des lieux actuels, le Parlement est lâ€™ institutions Ã©tatiques nationales en phase avec la loi pour avoir rÃ©servÃ© plus de 31% des siÃ¨ges aux femmes Ã lâ€™AssemblÃ©e nationale, et 34,69% au SÃ©nat, fait remarquer lâ€™OAG.Au gouvernement national, les femmes reprÃ©sen actuellement 30,7% des postes ministÃ©riels, dâ€™aprÃ¨s la mÃªme source.Au niveau de lâ€™administration provinciale et des collectivitÃ©s locales, les choses changent radicalement puisque les femmes nâ€™y occuperaient que 10,21% des postes de responsabilitÃ©.En diplomatie, les Burundaises ne sont pas mieux loties, Ã en juger le fait qu'il n'y ait que 10 femmes sur les 61 reprÃ©sentants du pays Ã lâ€™Ã©tranger, soit 16,39% de lâ€™effectif total, selon toujours lâ€™OAG.L'enquÃªte sâ€™ intÃ©ressÃ©e Ã la reprÃ©sentation fÃ©minine au sein des 40 associations Ã caractÃ¨re politique agrÃ©Ã©es dans le pays pou trouver que seulement deux dâ€™entre elles sont dirigÃ©es par des femmes.Au niveau des postes plus techniques, lâ€™OAG fait, entre autre, un dÃ©tour au ministÃ¨re de la DÃ©fense nationale pour ne trouver que seulement 15 femmes relativement haut gradÃ©es, dont 3 commandants, 7 capitaines, 3 lieutenants et 2 sous-lieutenants.Du cÃ´tÃ© de lâ€™administration de la justice, les femmes enregistrent, par contre, une prÃ©sence significative de lâ€™ordre de 42,85%, comme Ã la Cour constitutionnelle.Dans le domaine Ã©conomique, lâ€™OAG a encore constatÃ©, Ã titre illustratif, une absence totale de femme aux postes de dÃ©cision dans le secteur local des banques et assurances.Au chapitre des recommandations, lâ€™OAG insiste sur une "solidaritÃ© agissante" entre femmes leaders, du sommet Ã la base, en vue de mieux dÃ©fendre leurs intÃ©rÃªts.Lâ€™enquÃªte recommande Ã©galement de "renforcer le partenariat entre femmes leaders et hommes sensibles Ã question dâ€™Ã©galitÃ© des genres", ainsi quâ€™une scolarisation massive des petites filles comme voie obligÃ©e pour prÃ© des postes de responsabilitÃ© dans lâ€™avenir.